

La rigueur sans rebond : ce que le Royaume-Uni dit à la France

Synthèse : Dans cette note, Charlie Glover (Business Analyst, Kletta) revient sur l'épisode d'austérité britannique au lendemain de la crise des subprimes et en dresse un bilan mitigé et les leçons à en tirer pour la France. À partir de 2010, le Royaume-Uni a engagé une consolidation budgétaire ambitieuse visant à réduire rapidement le déficit et stabiliser la dette publique. Si ces objectifs en termes de réduction du déficit et de stabilisation de la dette ont été partiellement atteints, la décennie d'austérité s'est accompagnée d'un ralentissement marqué de la productivité, d'un affaiblissement durable de l'investissement et d'une croissance reposant davantage sur l'augmentation des heures travaillées que sur les gains de productivité. Les estimations disponibles suggèrent que les effets négatifs sur le PIB ont été significatifs et possiblement sous-évalués. L'expérience britannique met ainsi en lumière les arbitrages délicats entre soutenabilité budgétaire et dynamique de croissance. Elle éclaire les débats français actuels et suggère qu'à vouloir corriger trop vite les déséquilibres budgétaires, on peut durablement affaiblir la base même qui permet de les résorber.

Le déficit public occupe aujourd'hui une place centrale dans le débat politique en France. Naturellement, dans les discussions relatives aux politiques économiques, responsables politiques comme commentateurs s'appuient sur divers exemples européens afin d'apporter un éclairage comparatif sur la situation française. Toutefois, un cas demeure absent de ce débat, alors même qu'il illustre de manière particulièrement claire les conséquences macroéconomiques de l'austérité : celui du Royaume-Uni, qui a connu une diminution progressive de la taille de son déficit public tout au long des années 2010. Cet article se propose d'enrichir la réflexion française par l'étude du cas britannique, en analysant les politiques mises en œuvre, au cours de cette période, et leurs effets économiques.

Durant la crise financière de 2008, le déficit public britannique a fortement augmenté, passant de 2,9% du PIB en 2007-2008 à 10,2% en 2009-2010¹. Cette augmentation s'explique par la hausse des dépenses publiques destinées à stabiliser les marchés financiers, l'effondrement de la consommation, la progression du chômage et la politique budgétaire expansionniste du gouvernement travailliste pour soutenir l'économie britannique. Les finances publiques sont ainsi devenues l'un des thèmes centraux de la campagne des élections législatives de 2010, au cours de laquelle les trois principaux partis politiques considéraient la réduction du déficit comme une priorité nationale. À l'image de la

¹ [Office for National Statistics. 2025. Public sector finances, UK: October 2025. Figure 4. Version le 21 novembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.](#)

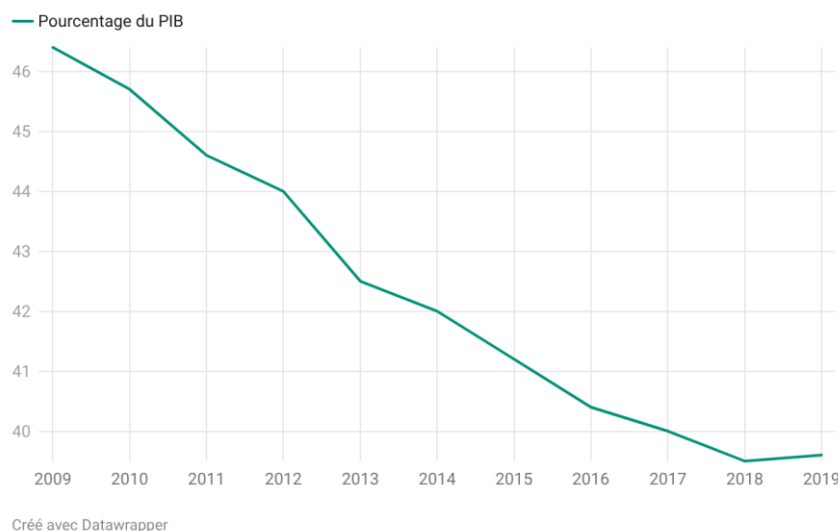
situation française actuelle, le débat s'est alors cristallisé autour de l'arbitrage entre coupes dans les dépenses publiques et hausses d'impôts, ainsi que sur le rythme de la consolidation budgétaire.

1. Une stratégie post-2008 basée sur la baisse des dépenses publiques

À la suite des élections législatives de 2010, le Parti conservateur a formé une coalition avec le Parti libéral-démocrate. L'accord de coalition a fait de la réduction du déficit public la priorité absolue du nouveau gouvernement. En outre, la soutenabilité de la dette publique a été présentée comme une nécessité non seulement économique, mais également morale, afin de ne pas faire peser un fardeau excessif sur les générations futures. Dans le budget de 2010, la stratégie adoptée a été justifiée comme étant essentielle à la croissance économique, à la restauration de la confiance des investisseurs et des consommateurs, ainsi qu'à la prévention d'un effet d'éviction de l'investissement privé².

Cette logique a conduit le nouveau gouvernement à poursuivre une politique budgétaire qui a privilégié une réduction du déficit fondée principalement sur la baisse des dépenses publiques plutôt que sur l'augmentation des impôts. Ainsi, entre 2010 et 2015, 82% des mesures visant à réduire le déficit public ont pris la forme de coupes dans les dépenses. Sans surprise, le niveau des dépenses publiques au Royaume-Uni a diminué tout au long de la période d'austérité. Partant de 46,4% du PIB à la fin de l'exercice 2009-2010, les dépenses publiques sont tombées à 42% en 2014-2015, puis à 39,5% en 2018-2019.

Figure 1 – Dépenses publiques du Royaume-Uni comme pourcentage du PIB (2009-2019)



Source: HM Treasury³ – Créé avec [Datawrapper](#)

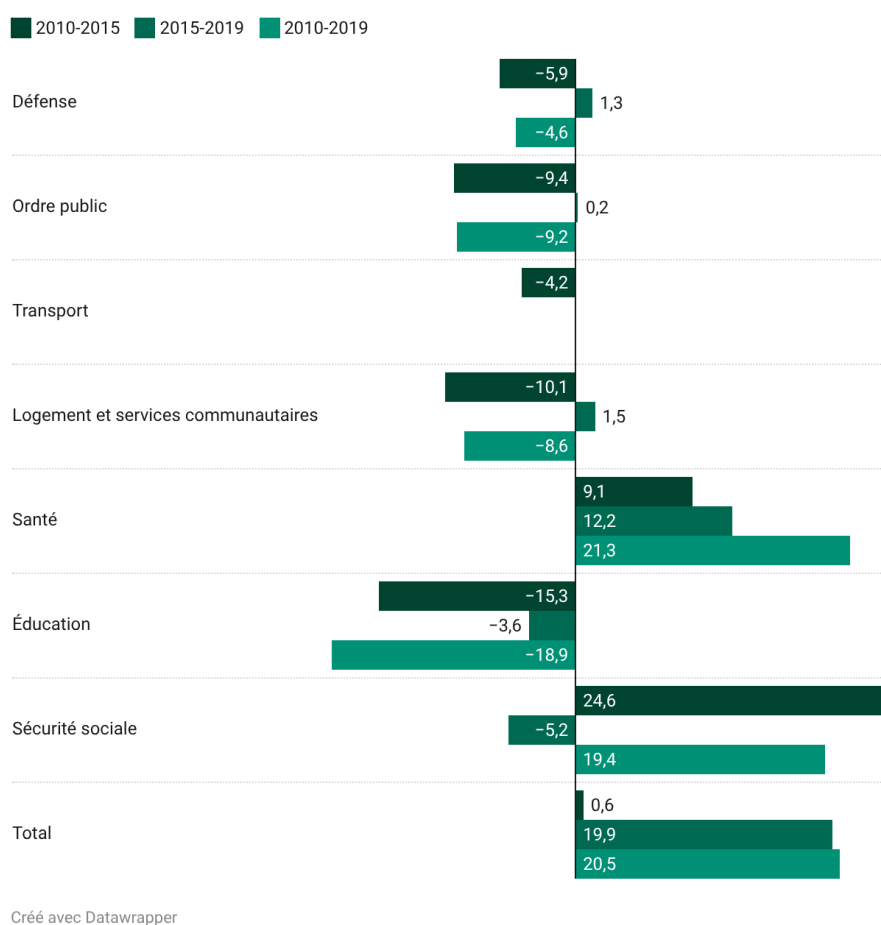
² HM Treasury Budget 2010

³ HM Treasury. 2025. Public Spending Statistics release: July 2025. Trends in Public Spending. Table 4.4.

Toutefois, une contraction d'une telle ampleur n'a pu être réalisée sans conséquences importantes pour les budgets de certains ministères. La figure 2 illustre l'évolution des montants alloués à plusieurs fonctions clés de l'État britannique. Seules les dépenses consacrées à la santé et à la protection sociale n'ont pas été réduites, augmentant respectivement de 21,3 milliards et 19,4 milliards de livres (prix 2024). Néanmoins, ces hausses demeurent modestes si l'on considère que, sur cette période, les dépenses de santé au Royaume-Uni ont progressé à leur rythme le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale. Similairement, l'augmentation des dépenses de protection sociale entre 2010-2015 s'explique principalement par les évolutions démographiques et ces dépenses ont même connu une baisse de 5,2 milliards sur la période 2015-2019.

À l'inverse, les dépenses consacrées à la défense, à l'ordre public, au logement et aux services communautaires, ainsi qu'à l'éducation, ont enregistré des baisses sur la période 2010-2019. En valeur absolue, l'éducation était le secteur le plus affecté, avec une diminution de 18,9 milliards de livres entre 2010 et 2019. De même, les dépenses allouées à la défense et à l'ordre public ont reculé respectivement de 4,6 et 9,2 milliards de livres. En ce qui concerne les dépenses de transport, un changement méthodologique intervenu en 2016 dans les comptes du Trésor britannique rend toute comparaison directe entre 2010 et 2019 impossible ; on peut toutefois constater un recul de 4,2 milliards de livres entre 2010 et 2015. Pour la plupart des ministères, les réductions budgétaires les plus marquées ont été observées sous le gouvernement de coalition.

Figure 2 – Changements de dépenses par ministère (en milliards de livres, prix 2024)



Source: HM Treasury⁴ – Créé avec [Datawrapper](#)

Similairement, le Tableau 1 présente la taille de chaque budget rapporté au PIB du Royaume-Uni. Lorsque ces évolutions sont analysées en pourcentage du PIB, l'ensemble des postes de dépense affiche un recul net.

⁴ [HM Treasury. 2025. Public Spending Statistics release: July 2025. Trends in Public Spending. Table 4.3.](#)

Tableau 1 – Dépenses approximatives par ministère en pourcentage du PIB

	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19
Défense	2,4	2,4	2,3	2,1	2,0	2,0	1,9	1,8	1,8	1,9
Ordre public	2,2	2,0	1,9	1,8	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5
Transport	1,5	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2				
Logement et services communautaires	1,0	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Santé	7,5	7,4	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2	7,1	7,0	7,0
Éducation	5,7	5,6	5,2	4,9	4,7	4,5	4,4	4,2	4,1	4,1
Sécurité sociale	14,3	14,2	14,6	14,7	14,1	13,9	13,7	13,2	12,8	12,6

Créé avec Datawrapper

Source : *HM Treasury*⁵ – Créé avec [Datawrapper](#)

En dépit de la volonté affichée du gouvernement de coalition de préserver les dépenses publiques les plus productives, la politique menée par le gouvernement travailliste visant à accroître l'investissement public pour soutenir l'économie britannique a été renversée durant cette période. Plus précisément, l'investissement public est passé de 3,04% du PIB en 2009-2010 à 2,5% en 2010-2011, puis à 1,9% en 2014-2015, niveau qui s'est maintenu jusqu'en 2018-2019. La baisse observée entre 2009-2010 et 2010-2011 s'élève à 11,1 milliards de livres (prix de 2024), tandis que celle enregistrée entre 2010-2011 et 2014-2015 atteint 10,3 milliards de livres⁶. Par ailleurs, les dépenses d'investissement ont proportionnellement diminué davantage que les dépenses de fonctionnement⁷. Ainsi, malgré la reconnaissance explicite de l'importance de l'investissement public dans le budget de 2010, ce type de dépenses n'a nullement été épargné par l'austérité britannique.

2. Des réformes fiscales successives au bilan budgétaire mitigé

Bien que la réduction des dépenses publiques ait constitué le cœur de la stratégie d'austérité, le gouvernement britannique a également procédé à de nombreuses réformes du système fiscal.

L'une des premières mesures emblématiques fut la hausse du taux de TVA de 17,5% à 20% à compter de 2011, une mesure qui a rapporté 12,1 milliards de livres lors de sa première année d'application⁸. En 2011 également, le gouvernement de coalition a introduit un nouvel impôt au secteur bancaire, sous la forme d'un prélèvement sur les passifs des banques. Le taux initial, fixé à 0,05% sur les passifs à court et à long terme, a progressivement augmenté pour atteindre 0,21% et 0,15% en 2015 respectivement, avant de diminuer au cours des dernières années de la décennie. Selon l'Office for

⁵ [HM Treasury. 2025. Public Spending Statistics release: July 2025. Trends in Public Spending. Table 4.4.](#)

⁶ Office for National Statistics, mes propres calculs utilisant plusieurs sources de l'Office for National Statistics.

⁷ Tax revenues and spending on social security benefits and public services since the crisis. Institute for Fiscal Studies. 2019.

⁸ [House of Commons Library](#)

National Statistics, ce prélèvement a généré environ 2,5 milliards de livres de recettes annuelles durant les années 2010⁹.

La même année, les cotisations sociales britanniques, connues sous le nom de « National Insurance Contributions », ont été réformées. Ces cotisations, qui s'apparentent à un impôt sur le revenu du travail, sont acquittées à la fois par les salariés, les travailleurs indépendants et les employeurs. Les taux ont été augmentés d'un point de pourcentage pour l'ensemble de ces catégories, tandis que les seuils de revenus hebdomadaires ont été relevés de 21 livres pour les salariés et de 24 livres pour les employeurs. Selon le Parlement britannique, la hausse des taux a généré environ 9 milliards de livres de recettes supplémentaires, tandis que l'augmentation des seuils a entraîné une perte de recettes d'environ 6 milliards de livres¹⁰.

Au cours des années 2010, plusieurs autres impôts ont été modifiés. La taxe sur les assurances avait vu son taux passant de 5% à 6% en 2011, puis à 9,5% en 2015, 10% en 2016 et enfin 12% en 2017. La House of Commons Library estime que l'ensemble de ces hausses a permis d'accroître les recettes publiques d'environ 3 milliards de livres par an¹¹. À l'inverse, l'impôt sur les sociétés a été progressivement abaissé de 28% en 2011 à 19% en 2017, dans le but déclaré de rendre le Royaume-Uni plus attractif pour l'investissement privé. Toutefois, selon l'Institute for Fiscal Studies, cette baisse a entraîné un manque à gagner d'environ 12 milliards de livres par an par rapport au maintien du taux initial¹².

L'impôt sur le revenu a également fait l'objet de nombreuses modifications entre 2011 et 2018. Le seuil d'entrée dans la tranche à 20% a été relevé au-delà de l'inflation, passant de 6 745 livres en 2010-2011 à 11 500 livres en 2017-2018. Parallèlement, le seuil du taux marginal supérieur de 40% a fréquemment été modifié : abaissé ou gelé entre 2011 et 2014, il est passé de 43 875 livres en 2010-2011 à 41 450 livres en 2013-2014, avant d'être relevé à 45 000 livres en 2017-2018. L'ensemble de ces modifications a été estimé comme ayant coûté environ 17 milliards de livres entre 2011 et 2018¹³¹⁴.

⁹ [Office for National Statistics](#)

¹⁰ [UK Parliament](#)

¹¹ [House of Commons Library](#)

¹² [Institute for Fiscal Studies](#)

¹³ [Institute for Fiscal Studies](#)

¹⁴ [HM Revenue and Customs](#)

Tableau 2 – Changements notables de la fiscalité britannique lors de l’austérité

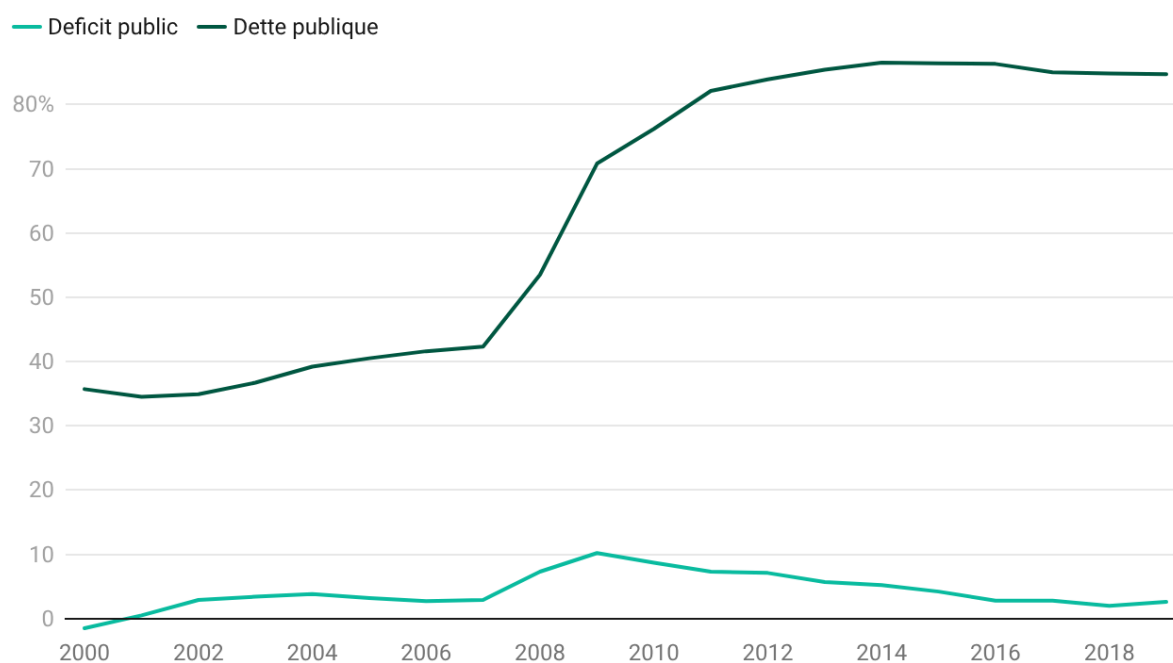
Impôt	Description	Année	Montant annuel (Md£)	Source
TVA	Augmentation de 17,5% à 20%	2011	+12,1	House of Commons Library
Cotisations sociales britanniques (National Insurance Contributions)	Augmentation de 1%.		+9	UK Parliament
Cotisations sociales britanniques (National Insurance Contributions)	Hausse du seuil de revenu des NICs des employés.	2011	-3,1	UK Parliament
Cotisations sociales britanniques (National Insurance Contributions)	Hausse du seuil de revenu des NICs des employeurs.		-2,9	UK Parliament
Taxe sur les assurances	Plusieurs augmentations.	2011-2017	+ ~3	House of Commons Library
Prélèvement sur les banques	Introduction de l'impôt	2011	+ ~2,5	Office for National Statistics
Impôt sur le revenu	Hausses du seuil de revenu. Gel et baisse du seuil du taux marginal supérieur. Hausses du seuil du taux marginal supérieur.	2011-2018 2011-2015 2015-2018	-17	Institute for Fiscal Studies (2011-2017) & HM Revenue and Customs (2018)
Impôt sur les sociétés	Réduction progressive de 28% à 19%	2011-2017	- ~12	Institute for Fiscal Studies

Créé avec Datawrapper

3. Un ajustement budgétaire réussi, mais à quel prix ?

Après une reconfiguration d’une telle magnitude de l’État britannique, il convient de revenir à la logique économique invoquée pour justifier la trajectoire adoptée. Tout d’abord il apparaît clairement que le gouvernement a réussi de réduire le déficit public qui a chuté de 10,2% du PIB en 2009-10 à 2,0% du PIB en 2018-2019. Cette évolution s’est également traduite par la réalisation de l’objectif visant à infléchir la trajectoire de la dette publique à partir de l’exercice 2015-2016. Après avoir augmenté de 75,9% du PIB en 2010 à 87,9% en 2015, la dette publique a en effet diminué de manière continue entre 2016 et 2019.

Figure 3 – La dette publique et le déficit public du Royaume-Uni (2000-2019)



Créé avec Datawrapper

Source: Office for National Statistics¹⁵¹⁶

À première vue, au regard de la réduction du déficit public et de la contraction de la dette publique, les objectifs de l'ajustement budgétaire peuvent être considérés comme atteints. Pourtant, l'évaluation de l'hypothèse selon laquelle cette réduction du déficit aurait stimulé l'investissement privé et, permis, à celui-ci de soutenir durablement la croissance économique apparaît beaucoup moins concluante. En outre, ces résultats budgétaires ont été obtenus au prix de conséquences économiques non négligeables.

3.1 Une croissance en berne

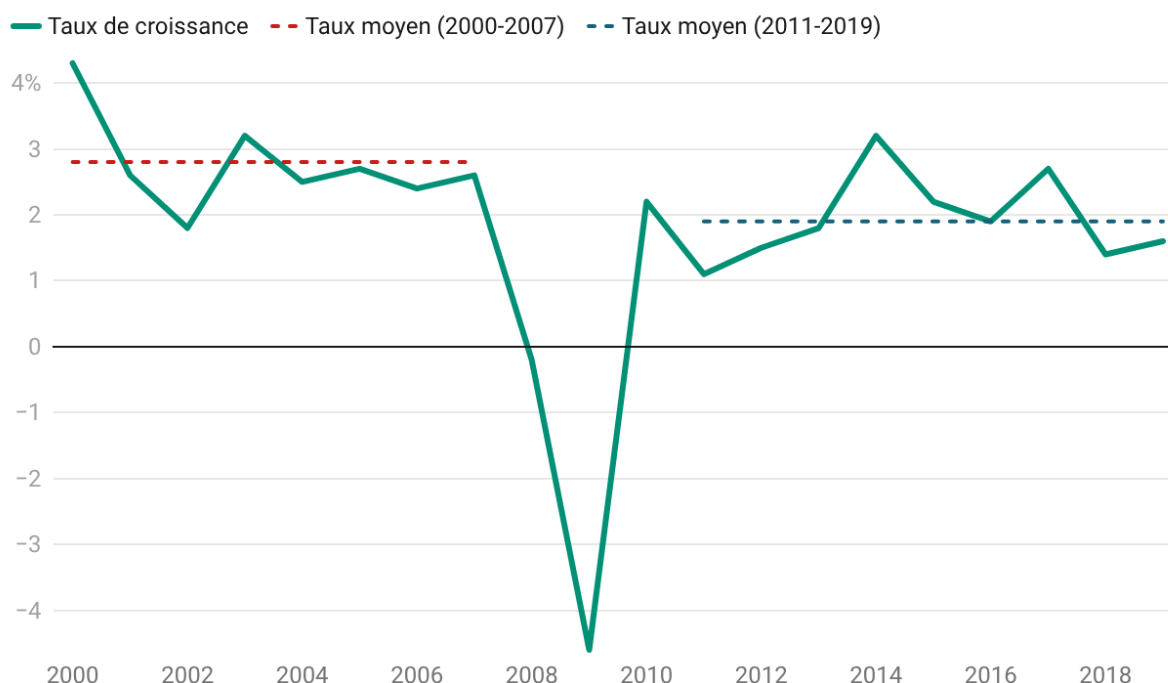
Après la crise financière, l'économie britannique a effectivement connu un redressement. À la suite d'une année de stagnation en 2008 et une autre de contraction en 2009, la croissance est redevenue positive, ne descendant jamais en dessous de 0,9% en 2011 et atteignant un pic de 3,2% en 2014. En outre, la trajectoire de croissance entre 2011 et 2014 s'est progressivement améliorée. Cependant, le taux de croissance moyen observé entre 2011 et 2019, soit 1,9%, s'avère nettement inférieur au taux moyen de 2,8% enregistré sur la période 2000-2007. Cette différence suggère que les politiques

¹⁵ [Office for National Statistics. 2025. Public sector finances. UK: October 2025.](#) Figure 4. Version le 21 novembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

¹⁶ [Office for National Statistics. 2025. Government debt and deficit. Worksheet M1.](#) Gross consolidated debt as a percentage of GDP (percentage points). Version le 19 septembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

économiques mises en œuvre au cours de la décennie suivant la crise n'ont pas permis à l'économie britannique de retrouver son rythme de croissance antérieur.

Figure 4 – Taux de croissance économique au Royaume-Uni (2000-2019)



Créé avec Datawrapper

Source: Office for National Statistics¹⁷

Selon les estimations de l'OBR¹⁸, une consolidation fiscale concentrée sur les coupes des dépenses exerce l'impact le plus négatif sur le PIB à court et moyen terme. Les choix budgétaires opérés par le gouvernement britannique ont ainsi vraisemblablement contribué à la faiblesse de la croissance observée. Afin de mieux comprendre la croissance économique durant cette période, il convient d'examiner l'évolution des principaux facteurs de la croissance potentielle : la productivité du travail et la taille de la population active.

Entre 2011 et 2019, la croissance de la productivité au Royaume-Uni a connu un ralentissement marqué, passant d'un taux de croissance annuel moyen d'environ 2,2% avant la crise à seulement 0,48% selon l'OCDE¹⁹. Ce recul a été nettement plus prononcé que celui observé en France et en Allemagne, où la productivité s'est accrue en moyenne de 0,83% et 1,06% respectivement. Cette évolution met en évidence un renversement complet de la hiérarchie observée au début des années 2000, période durant laquelle le Royaume-Uni affichait un taux moyen de croissance de la

¹⁷ Office for National Statistics. 2025. [Gross Domestic Product: Year on Year growth: CVM SA%](#).

Version le 30 septembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

¹⁸ [Office for Budget Responsibility](#)

¹⁹ Calculé en utilisant les données de « GDP per hour worked » trouvées ici :

OCDE. 2025. Productivity Database. Version le 3 octobre 2025. [OECD Data Explorer • Productivity database](#)

productivité supérieure à celui de la France et de l'Allemagne, ce qui souligne une dégradation spécifique et significative de la performance productive britannique.

Pour expliquer ce changement, le poids du secteur financier dans l'économie britannique peut apparaître comme un facteur explicatif. Toutefois, les estimations sectorielles de l'Office for National Statistics²⁰ montrent que le ralentissement de la productivité est généralisé. La contribution du secteur manufacturier à la croissance de la productivité est passée d'une moyenne de 1,23 point de pourcentage entre 2000 et 2007 à seulement 0,18 point entre 2011 et 2019. De même, la contribution du secteur financier, qui s'élevait en moyenne à 0,51 point sur la période pré-crise, devient négative à -0,09 point sur la période d'austérité. Le recul observé dans le secteur manufacturier indique plutôt un affaiblissement structurel des moteurs de la productivité, susceptible d'être lié aux choix de politique économique, et notamment à la contraction de l'investissement public.

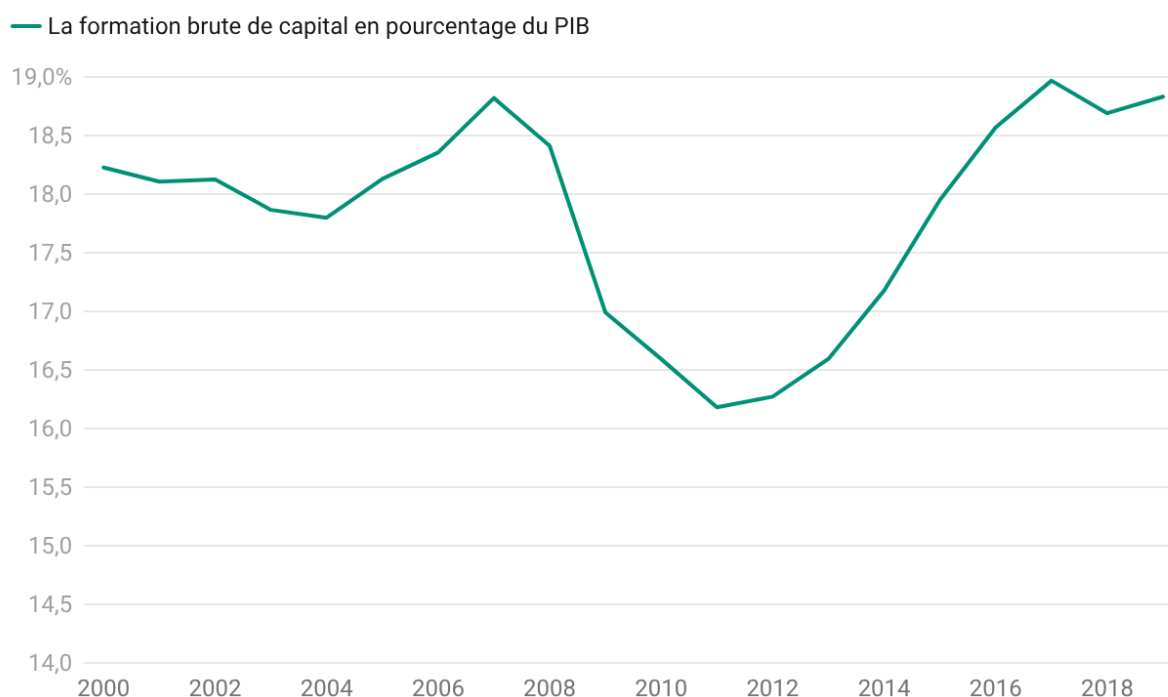
3.2 Moins d'investissements

La réduction de l'investissement public vers son niveau d'avant la crise financière était justifiée, par les tenants de cette stratégie, par la volonté d'éviter un éventuel effet d'éviction sur l'investissement privé. Cette stratégie a toutefois été mise en œuvre dans un contexte où l'investissement privé restait particulièrement faible par rapport à son niveau avant la crise. Au cours des premières années de l'austérité, la formation brute de capital fixe, rapportée au PIB, était ainsi inférieure en 2012 à son niveau de 2010, ce qui suggère un effet contre-productif à court terme, montré dans la Figure 5.

Cependant, à partir de 2013, cette dernière a connu une reprise soutenue, augmentant de manière continue jusqu'en 2017. Ce n'est toutefois qu'à cette date que le niveau de la formation brute de capital fixe a effectivement dépassé celui de 2007. Cette reprise tardive n'a vraisemblablement pas permis de compenser pleinement les effets négatifs initiaux de la contraction de l'investissement public sur la croissance de la productivité, et elle interroge la pertinence de la réduction de l'investissement public et des baisses progressives de l'impôt sur les sociétés.

²⁰ [Office for National Statistics. 2025. Output per hour worked, UK. Table 13.](#) Version le 13 novembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

Figure 5 – La formation brute de capital (2000-2019)



Source: La Banque Mondiale • Créé avec Datawrapper

Source : Banque mondiale²¹

3.2 Une croissance résiduelle tirée par l'augmentation des heures travaillées

Malgré le ralentissement marqué de la croissance de la productivité, l'économie britannique a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 1,9% entre 2011 et 2019. Cette apparente résilience conduit à s'interroger sur les moteurs effectifs de cette croissance, que l'on peut appréhender en confrontant l'évolution du volume total d'heures travaillées à celle de la productivité. La croissance des heures travaillées est importante car elle éclaire la dynamique de la population active et de son niveau d'activité dans l'économie.

Avant la crise, la croissance économique était principalement tirée par les gains de productivité, avec un taux moyen de 2,1%, par rapport à 0,7% pour la croissance des heures travaillées. En revanche, cette relation s'est renversée au cours des années 2010, où le taux de croissance moyen s'élevait à 1,5% pour les heures travaillées²², contre 0,5% pour la productivité²³. L'économie britannique n'était dès lors plus portée par les gains de productivité : durant la période d'austérité, la croissance reposait

²¹ Banque mondiale. 2025. *Gross fixed capital formation (% of GDP) - United Kingdom*. Version le 15 décembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

²² Croissance d'heures travaillées calculée en utilisant les données de « *Worksheet: Annual Hours worked Whole economy, Index (2023 = 100)* » trouvées ici : Office for National Statistics. 2025. Output per hour worked, UK. Table 3. Version le 13 novembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

²³ Croissance de productivité calculée en utilisant les données de « *Worksheet: Annual Output per hour worked Whole economy, Chained volume measure (CVM), Index (2023 = 100)* » trouvées ici :

[Office for National Statistics. 2025. Output per hour worked, UK. Table 5. Version le 13 novembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.](#)

principalement sur l'augmentation du volume de travail, les gains de productivité ne jouent qu'un rôle marginal.

Plusieurs facteurs expliquent cette hausse du volume d'heures travaillées. Tout d'abord, les gouvernements des années 2010 ont maintenu une politique migratoire relativement ouverte, comprise entre 177 000 personnes en 2012 et 332 000 en 2015²⁴, un niveau d'immigration élevé au regard des normes historiques. Selon l'Office for Budget Responsibility, une augmentation annuelle de 50 000 immigrés au-delà d'un niveau d'équilibre accroît la population active d'environ 0,1%²⁵.

Hormis la politique migratoire, l'austérité elle-même a modifié les incitations sur le marché du travail. Les coupes dans les dépenses sociales ont restreint l'accès aux prestations pour les chômeurs et les personnes vulnérables, tandis que les salaires du secteur public ont été gelés nominalement, puis limités à des augmentations de 1% par an, impliquant une baisse en termes réels. Ces mesures ont contribué à affaiblir le pouvoir de négociation des travailleurs et à comprimer le pouvoir d'achat des ménages. En outre, lors de cette période le revenu hebdomadaire moyen réel a chuté et n'a retrouvé son niveau de septembre 2010 qu'en avril 2019²⁶.

Ces évolutions sur le marché du travail britannique ont entraîné à la fois l'entrée de nouveaux travailleurs et un besoin pour ceux déjà employés de travailler davantage afin de préserver leur niveau de vie. Le taux de chômage lui-même a connu une amélioration remarquable pendant cette période, culminant à 8,1% en 2011 avant de diminuer chaque année pour atteindre 3,8% en 2019²⁷. En revanche, cette augmentation du nombre d'heures travaillées, ainsi que la baisse du taux de chômage, se sont principalement produites dans le secteur le plus précaire avec une expansion de l'emploi atypique²⁸. La période d'austérité a donc entraîné une détérioration des conditions de travail, un affaiblissement du pouvoir des travailleurs, et un revenu hebdomadaire moyen réel qui n'a pas augmenté, malgré l'amélioration du taux de chômage.

4 Et si une autre vision économique avait été choisi ?

Comme cela a déjà été remarqué, les gouvernements des années 2010 ont atteint leurs objectifs en matière de dette publique et de déficit. Toutefois, le processus de réduction du déficit ne s'est pas effectué sans coût économique : la croissance a été plus faible qu'auparavant, la productivité s'est effondrée, la formation brute de capital a connu un creux marqué et le marché du travail s'est

²⁴ [Office for National Statistics](#)

²⁵ [Office for Budget Responsibility](#)

²⁶ [Office for National Statistics, EARN01 Real Average Weekly Earnings \(seasonally adjusted\), Table 6](#). Version le 16 décembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

²⁷ [Office for National Statistics, 2025. Unemployment rate \(aged 16 and over, seasonally adjusted\): %](#). Version le 16 décembre 2025. Accès : le 16 décembre 2025.

²⁸ [Calvert Jump et al. 2023](#).

caractérisé par une augmentation du volume de travail sans progression réelle des salaires, accompagnée d'une dégradation des conditions de travail. Cela soulève la question de savoir si les politiques choisies étaient les meilleurs. Dans la section suivante, nous examinerons les autres bilans de la politique économique au cours des années 2010.

L'Office for Budget Responsibility (OBR), institution indépendante chargée d'éclairer les choix du gouvernement britannique sur la conduite de sa politique budgétaire, a estimé dans un rapport en 2013²⁹ que les effets de la consolidation budgétaire au Royaume-Uni avaient conduit à une taille du PIB inférieur de 1,5% au cours de l'exercice 2012/2013 qu'il ne l'aurait été autrement. Par ailleurs, un rapport de 2015 de l'OBR a estimé que la taille du PIB britannique avait été 1,2% plus faible en 2014/2015 que dans un scénario sans austérité³⁰.

En outre, certains travaux ont avancé que l'ampleur des effets négatifs de la consolidation budgétaire britannique aurait excédé celle mise en évidence par l'OBR. Par exemple, Jordà et Taylor (2016)³¹ estime qu'en 2013, en raison des effets économiques négatifs de l'austérité, la taille de l'économie britannique était 3,1% plus petite que dans un scénario contrefactuel où la consolidation budgétaire n'aurait jamais été mise en œuvre, un effet deux fois supérieur à celui évalué par l'OBR. L'écart entre les deux estimations s'explique surtout par des choix méthodologiques. L'OBR ne tient pas compte de la conjoncture dans ses multiplicateurs budgétaires et suppose que leurs effets disparaissent totalement après cinq ans, une hypothèse largement contestée dans la littérature empirique. De même, un document de travail du Fonds monétaire international (FMI)³² a ainsi estimé que le multiplicateur budgétaire pour 28 économies avancées au cours de la période entourant la crise financière se situait entre 0,9 et 1,7, soit un niveau nettement supérieur aux multiplicateurs calculé par l'OBR.

Si cette décennie de consolidation budgétaire a effectivement engendré des effets négatifs plus importants que prévu, elle soulève alors la question des conséquences qu'aurait pu avoir un programme économique alternatif. Calvert Jump et al. (2023)³³ ont estimé qu'une stratégie distincte de l'austérité, visant à maintenir un niveau plus élevé de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires entre 2010 et 2019, aurait permis d'atteindre une croissance économique plus soutenue et une trajectoire de dette mieux maîtrisée. Les constats de Calvert Jump et al. (2023) s'inscrivent dans le prolongement d'analyses menées dans d'autres pays européens, notamment celles d'Anne-Laure Delatte concernant la situation française³⁴.

²⁹ [Office for Budget Responsibility. 2013.](#)

³⁰ [Office for Budget Responsibility.](#)

³¹ [Jordà et Taylor. 2016. *The Economic Journal*.](#)

³² [Le Fonds Monétaire International. 2012.](#)

³³ [Calvert Jump et al. 2023. *Progressive Economy Forum*.](#)

³⁴ [Anne-Laure Delatte. 2025. *Institut Avant-garde*.](#)

Leur analyse repose sur un scénario contrefactuel dans lequel le gouvernement britannique aurait accru ses dépenses de 3% par an, en supposant un multiplicateur budgétaire égal à 1. La principale implication de ce scénario est particulièrement frappante : la croissance économique générée aurait été suffisamment forte pour que la dette publique britannique soit projetée à un niveau inférieur d'environ 3 points de PIB en 2019 par rapport à la trajectoire effectivement observée. Ces résultats étayaient l'idée qu'un maintien plus élevé des dépenses publiques, en soutenant la croissance économique, aurait pu constituer une stratégie potentiellement plus efficace pour réduire la dette publique du Royaume-Uni. Bien que le Parti conservateur ait atteint ses objectifs, ceux-ci auraient pu l'être de manière plus efficace, sans compromettre la prospérité du pays.

Le constat des auteurs a par ailleurs été corroboré par un rapport d'Invest in Britain (2025)³⁵, qui s'appuie sur l'analyse des effets à long terme de l'investissement public. Ce rapport souligne que l'OBR aurait sous-estimé les retombées positives de l'investissement public sur l'économie, notamment parce que ses effets perdurent bien au-delà des cinq années considérées par l'OBR. Selon leurs estimations, une augmentation de 1% du PIB consacrée à l'investissement public générerait, un niveau du PIB supérieur de 3,4% dix ans après la dépense initiale. Ces résultats suggèrent ainsi qu'une consolidation budgétaire, en particulier lorsqu'elle réduit les dépenses d'investissement public, n'aurait pas seulement des effets négatifs à court terme, mais également sur le long terme, jusqu'à une décennie après les coupes.

5 La réussite de l'ajustement budgétaire britannique : une situation nuancée

La décennie d'austérité mise en œuvre au Royaume-Uni à partir de 2010 constitue un cas d'étude particulièrement instructif des effets d'une consolidation budgétaire fondée majoritairement sur la réduction des dépenses publiques. D'un point de vue strictement budgétaire, les objectifs affichés par les gouvernements successifs ont été atteints : le déficit public a été fortement réduit et la trajectoire de la dette publique a été infléchie à partir du milieu de la décennie.

Toutefois, une analyse détaillée de ses conséquences macroéconomiques invite à nuancer ce constat. La consolidation fiscale s'est accompagnée d'une croissance économique durablement inférieure à celle observée avant la crise financière, d'un ralentissement marqué de la productivité, et d'un creux de l'investissement. En outre, au cours des années 2010, la croissance est devenue principalement dépendante de l'augmentation du volume d'heures travaillées plutôt que des gains de productivité. De manière analogue, les coupes dans l'investissement public durant la période d'austérité n'ont pas seulement pesé sur l'activité à court terme, mais ont également affaibli le potentiel de croissance de l'économie britannique.

³⁵ [Invest in Britain, 2025](#).

L'expérience britannique illustre ainsi la complexité des arbitrages associés à une consolidation budgétaire d'ampleur. Si la réduction du déficit et de la dette constitue un objectif légitime, la trajectoire empruntée pour y parvenir importe tout autant que le résultat final. Dans le cas du Royaume-Uni, la priorité donnée à la contraction de l'État n'a pas permis de déclencher le sursaut de l'investissement privé escompté et s'est accompagnée de coûts économiques et sociaux durables. À ce titre, cet épisode démontre un enseignement significatif pour les débats actuels sur les politiques budgétaires : la soutenabilité des finances publiques ne peut être évaluée indépendamment de ses effets sur l'économie dans son ensemble.

Charlie Glover